

<u>Stellantis, GM, Engie : ces entreprises qui risquent de prendre de plein fouet</u> le retour de Trump

LesEchos.fr mercredi 22 janvier 2025

Copyright 2025 Les Echos tous droits réservés

Les Echos.fr

Section: ARTICLE; · Automobile : le modèle des constructeurs américains menacé

Length: 1223 words

Byline: NICOLAS RAULINE

Highlight: En ouvrant les hostilités sur le front de la guerre commerciale et celui de l'énergie, Donald Trump

fragilise les constructeurs automobiles et les énergéticiens des deux côtés de l'Atlantique.

Body

Aussitôt dit, aussitôt fait. Dans la foulée de sa prise de fonction, Donald Trump a ouvert le front des guerres commerciales en confirmant sa volonté d'imposer des droits de douane de 25 % sur les produits mexicains et canadiens. Et ce dès le 1erfévrier prochain.

Une stratégie qui, cumulée au coup de frein annoncé sur l'éolien en mer avec la suspension au niveau fédéral de nouveaux contrats de location d'éoliennes offshore, risque de se répercuter dans les comptes des entreprises européennes mais aussi américaines. Tour d'horizon.

· Automobile : le modèle des constructeurs américains menacé

La mise en place de taxes douanières de 25 % pour les importations canadiennes et mexicaines devrait fortement perturber les opérations des constructeurs. Ces derniers ont largement exploité les différences de coûts de production au sein de la zone de libre-échange constituée par le Mexique, les Etats-Unis et le Canada.

Ces nouvelles barrières douanières pourraient « paralyser » l'industrie automobile nord-américaine, prévient Maeva Cousin, de Bloomberg Economics. Stellantis et GM sont les plus exposés à ce risque. Ils importent respectivement 40 % et 30 % de leurs voitures de ces deux pays, principalement du Mexique et du Canada, contre 25 % pour Ford.

Lire aussi:

Guerre commerciale : le Mexique accusé d'être une porte d'entrée aux Etats-Unis pour la Chine

Stellantis, GM, Engie: ces entreprises qui risquent de prendre de plein fouet le retour de Trump

DECRYPTAGE - Etats-Unis : les concurrents de Tesla appréhendent la disgrâce de la voiture électrique sous Trump

Les analystes d'UBS estiment que Stellantis pourrait être affecté à hauteur de 20 % de son résultat opérationnel, l'Amérique du Nord étant sa région la plus rentable. Dans le détail, il produit pas moins de 525.000 véhicules au Mexique dans deux usines, et compte également deux sites d'assemblage au Canada. De plus, le groupe américano-franco-italien avait initialement pour objectif de sourcer 80 % de ses pièces dans des pays à bas coûts, avait-il annoncé en juin dernier.

Fin 2024, Chris Feuell, le patron de RAM, la marque de pick-up de Stellantis, avait cependant précisé que le groupe étudiait comment modifier son approvisionnement et réorganiser ses sites d'assemblage en cas de mise en place de taxes douanières. L'ampleur des dégâts dépendra grandement des détails de la mesure, relativise SPGlobal. Leur effet demeure incertain en fonction de l'intégration ou non dans leur périmètre des pièces détachées, expliquent-ils.

Donald Trump a également annoncé qu'il révoquait un décret de son prédécesseur visant, à titre indicatif, 50 % de ventes d'électriques en 2030. Plus important, il veut supprimer les objectifs de réduction des émissions de CO2mis en place dans les transports par la Californie et une dizaine d'autres Etats. De quoi remettre en cause les politiques d'électrification des constructeurs. Mais une telle décision ne manquera pas d'être contestée devant les tribunaux par les Etats concernés, relèvent les analystes.

· Les énergéticiens dans le flou

Wall Street a été étonnamment calme, ce mardi, pour les valeurs pétrolières et gazières. Les annonces de Donald Trump, qui a indiqué vouloir établir une « urgence nationale » en matière énergétique, auraient pu doper les cours d'ExxonMobil, Chevron ou Cheniere. Mais les marchés avaient déjà largement anticipé la nouvelle et tous les pétroliers américains ont finalement ouvert en baisse (-0,4 % pour ExxonMobil, -1,4 % pour Chevron), de même que les Européens les plus exposés au marché du GNL, comme Shell (-0,8 %) ou TotalEnergies (-0,9 %).

Les conséquences sont en effet incertaines pour ces sociétés : elles pourraient bénéficier d'incitations supplémentaires à produire, d'autorisations plus rapides pour explorer de nouvelles régions, sans compter la fin du moratoire de l'administration Biden sur les nouveaux projets de GNL, qui pourraient faire redémarrer des sites en suspens. Mais l'urgence nationale pourrait flécher une partie de la production américaine de gaz vers le marché domestique, privant les acteurs du GNL de généreux profits, les prix étant nettement plus élevés sur les marchés internationaux qu'aux Etats-Unis.

Lire aussi:

DECRYPTAGE - Le GNL, nouvel élément perturbateur des relations commerciales entre l'Europe et les Etats-Unis

La guerre commerciale avec le Canada pourrait, en outre, entraîner l'Amérique dans une surenchère. Ottawa a déjà prévenu qu'il pourrait réduire ses exportations d'électricité, de pétrole et de gaz vers les Etats-Unis en cas de taxes douanières. Or, le Canada exporte 4 millions de barils de pétrole brut par jour vers son voisin.

L'absence de ces barils pourrait faire grimper les prix et serait difficilement compensable par une hausse de la production américaine, car les raffineries américaines ne sont pas toujours calibrées pour raffiner le pétrole américain, plus léger. Il faudrait donc continuer à importer d'autres régions, ou se lancer dans un long et coûteux renouvellement de l'outil de raffinage. L'effet Trump pourrait donc être à double tranchant.

· L'éolien en sursis

Tueuses d'oiseaux et de baleines, et même à l'origine de cancers selon Donald Trump, les éoliennes sont visées par le premier train de décrets, signés lundi soir par le nouveau président américain. Même si elle était attendue, la rapidité de la mesure, qui entre en vigueur immédiatement, est une douche froide pour les énergéticiens et industriels européens, en pointe dans ce secteur.

Le moratoire promis par le successeur de Joe Biden concerne les nouveaux projets éoliens en mer, qu'il a critiqués abondamment pendant sa campagne, mais aussi l'éolien terrestre. « Le décret est censé concerner les nouveaux appels d'offres, mais la formulation utilisée laisse entrevoir un possible risque sur les projets existants », pointe Pierre-Alexandre Ramondenc, analyste chez Alpha Value. Le texte prévoit en effet un « examen approfondi de la nécessité écologique, économique et environnementale de résilier ou de modifier les baux existants ».

« Cela confirme l'apparition d'un risque juridique aux Etats-Unis, totalement nouveau et qui semble encore ignoré par le marché au regard des valorisations sur certains titres », estime l'analyste. Après une première réaction négative en novembre, lors de la victoire de Trump, la plupart des valeurs européennes des énergies renouvelables étaient en baisse mardi, notamment les producteurs Engie, TotalEnergies ou EDP Renovaveis, mais aussi les fabricants de turbines Vestas et Nordex.

Lire aussi:

Le géant de l'éolien Orsted plonge en Bourse après l'échec de ses projets américains

Le titre le plus sanctionné mardi est néanmoins celui du danois <u>Orsted</u>, qui a perdu jusqu'à 17,6 % en séance. Le premier développeur mondial d'éoliennes a annoncé lundi soir une dépréciation de 1,62 milliard d'euros en raison des retards et de la hausse du coût du projet Sunrise Wind, annoncé comme le plus grand parc offshore aux Etats-Unis. « <u>Orsted</u> possède désormais des actifs aux Etats-Unis qui n'ont plus aucune valeur », estime Jacob Pedersen, analyste chez Sydbank.

L'italien Prysmian va, de son côté, abandonner son projet de construction d'usine de câbles sous-marins aux Etats-Unis, selon un communiqué consulté par Reuters. Des défenseurs de l'éolien espèrent toutefois que les besoins électriques croissants outre-Atlantique et les emplois et investissements locaux de la filière vont leur offrir un répit.

Contributor:

Load-Date: January 23, 2025

End of Document